



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DCPAT-2026 – n° 336
**portant autorisation d'exploiter un établissement de première catégorie de
présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques**

SARL BIOPARC DOUÉ LA FONTAINE à Doué-en-Anjou (49700)

Le Préfet de Maine-et-et-Loire

VU le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres Ier et II du livre II, son titre 1^{er} du livre V ;

VU le livre IV du Code de l'Environnement concernant la protection de la nature, et notamment les articles L.413-1 à L.413-5 et R.413-8 à R.413-9, R.413-10 à R.413-14 et R.413-21 à R.413-23 relatifs aux établissements détenant des animaux d'espèces non domestiques ;

VU le décret du président de la République du 2 décembre 2025 portant nomination de Monsieur François PESNEAU, administrateur de l'État, en qualité de Préfet de Maine-et-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 28 janvier 2026 portant nomination de Monsieur Raymond YEDDOU, en qualité de Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-et-Loire, sous-préfet d'Angers ;

VU l'arrêté DRAJ/MICCSE n°2026-07 du 16 février 2026 portant délégation de signature à Monsieur Raymond YEDDOU, Secrétaire général de la préfecture ;

VU l'arrêté ministériel du 21 novembre 1997 définissant deux catégories d'établissements autres que les établissements d'élevage, de vente et de transit des espèces de gibier dont la chasse est autorisée, détenant des animaux d'espèces non domestiques ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 fixant les règles générales de fonctionnement et des caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère ;

VU l'arrêté ministériel du 14 février 2018 modifié relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain ;

VU l'arrêté ministériel du 8 octobre 2018 fixant les règles générales de détention d'animaux d'espèces non domestiques ;

VU l'arrêté préfectoral n° DIDD-2011-n°353 du 8 juillet 2011 délivré à la société SARL GAY Père et Fils portant autorisation d'ouverture d'un établissement de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques, situé 103 route de Cholet à DOUÉ-LA-FONTAINE ;

VU les arrêtés préfectoraux complémentaires DIDD-2012-n° 368 du 20 novembre 2012, DIDD-2016-n° 331 du 26 juillet 2016 et DIDD-2018-n° 306 du 14 novembre 2018, actant des modifications du parc zoologique ;

VU l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme de mesures ;

VU le dossier de demande de modification d'autorisation d'ouverture déposé le 8 août 2025 et complété le 4 décembre 2025, auprès de la Préfecture de Maine et Loire par le gérant de l'établissement "**SARL BIOPARC DOUÉ LA FONTAINE**", situé au 103 route de Cholet - DOUÉ LA FONTAINE - 49700 DOUÉ EN ANJOU ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la Direction départementale de la protection des populations de Maine-et-Loire du 27 mars 2026 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa séance du 9 avril 2026 ;

VU l'absence d'observation de la SARL BIOPARC DOUÉ LA FONTAINE au projet sus-visé ;

CONSIDÉRANT que la SARL BIOPARC DOUÉ LA FONTAINE est régulièrement autorisée en tant qu'établissement de présentation au public d'animaux vivants d'espèces non domestiques de première catégorie au sens de l'article R.413-14 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le dossier déposé par la SARL BIOPARC DOUÉ LA FONTAINE présente les pièces définies par l'article R.413-13 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'extension du parc est considérée comme une modification notable mais non substantielle de l'installation ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.181-14 du Code de l'environnement, toute modification notable d'une installation autorisée est portée au préalable à la connaissance du préfet ;

CONSIDÉRANT que l'extension du parc est réalisée sur une parcelle contiguë au parc existant, sur laquelle aucune zone humide n'a été identifiée ;

CONSIDÉRANT qu'aucune haie ne sera détruite dans le cadre de ce projet ;

CONSIDÉRANT la nécessité de limiter la pression sur les milieux et que tout en restant compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, les niveaux de prélèvement doivent prendre en considération les intérêts des différents utilisateurs de l'eau ;

CONSIDÉRANT qu'en ce qui concerne les consommations d'eau de la SARL BIOPARC DOUÉ LA FONTAINE, le projet ne prévoit pas d'augmentation de la consommation en eau de l'installation ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.181-14 du Code de l'environnement, le préfet peut imposer toute prescription nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 à l'occasion des modifications notifiées par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 susvisé, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers et inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes des articles L.413-3 et L.413-5 du Code de l'Environnement, l'ouverture de l'établissement de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques au sein d'un établissement fixe peut être autorisée dans les conditions définies par le précédent arrêté ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L.511.1 et L.211.1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de l'eau, la nature et de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

ARRÊTE

CHAPITRE 1 : PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1 – Bénéficiaire de l'autorisation

La **SARL BIOPARC DOUÉ LA FONTAINE**, dont le siège social est situé au 103, route de Cholet - DOUÉ-LA-FONTAINE - 49700 DOUÉ-EN-ANJOU, est autorisé à exploiter à cette même adresse, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, un établissement de présentation d'animaux d'espèces non domestiques au sein d'un établissement fixe, dont un plan figure en annexe 1.

Article 2 – Nature des installations

Cet établissement, soumis à AUTORISATION, est inscrit à la rubrique n° 2140 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, rubrique intitulée "Présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques".

Cet arrêté préfectoral vaut également autorisation d'ouverture telle que prévue à l'article L.413-3 du Code de l'environnement applicable aux établissements destinés à la présentation au public de spécimens vivants d'animaux d'espèces non domestiques.

Cet établissement relève également des rubriques Loi sur l'eau suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Existence de 4 forages + création d'un forage		D
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours	Existence de 4 forages + création d'un forage	Prélèvements actuellement autorisés à hauteur de 47 459 m ³ /an	D

	d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 2° Supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an		Le volume prélevable maximal sur les forages est égal à 66 000 m ³ annuel	
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha		Surface d'emprise égale à 19,9 ha	D
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	Présence de plusieurs plans d'eau	La superficie totale des plans d'eau de l'établissement s'élève à 4 600 m ²	D

(*) A (Autorisation) ou D (Déclaration)

Article 4 – Modifications et cessation d'activité

Article 4-1 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

L'établissement est implanté de manière fixe et permanente. Les aménagements, installations et ouvrages, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, l'établissement respecte les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Les installations sont si nécessaires, adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions du présent arrêté, ainsi qu'aux dispositions réglementaires à la protection animale.

À la fin des travaux d'extension de son installation, l'exploitant procède à une mise à jour du plan de masse annexé au dossier d'autorisation. Le plan de masse à jour est transmis au préfet avant la mise en fonctionnement des nouvelles installations.

Article 4-2 Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

Article 4-3 Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'établissement. Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.

Article 4-4 Cessation d'activité et remise en état

Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe le Préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées, les terrains concernés par la cessation d'activité, et précise le calendrier associé à la mise en sécurité du site.

Tel que défini par le Code de l'environnement, l'exploitant remet en état le site de telle sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier, il assure :

- L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;
- Des interdictions ou limitations d'accès ;
- La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

L'exploitant indique également dans sa déclaration la destination qui sera donnée aux animaux, dont le transfert sera réalisé sous le contrôle de l'administration.

L'exploitant remet, à ses frais, le site dans un état tel qu'il ne se manifeste aucun des dangers ou inconvénients pouvant impacter les intérêts protégés par les L.511-1 et L.211-1 du Code de l'environnement.

En cas d'arrêt définitif de l'activité, le site est remis dans un état compatible avec le classement du PLUi conformément à l'avis du Maire. Le cas échéant, le maire de la commune de DOUÉ-EN-ANJOU, pourrait demander que certaines installations soient démantelées.

Cette remise en état est à la charge de l'établissement.

Article 3 – Déclaration des incidents et accidents

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par le Code de l'environnement.

L'exploitant tient notamment informé le préfet du département des accidents et des situations impliquant des animaux portant ou susceptibles de porter préjudice à la sécurité ou à la santé des personnes, telles les blessures infligées aux personnes ou les évasions d'animaux.

L'exploitant tient un registre des incidents et accidents dans lequel sont répertoriés et documentés en fonction des risques envers les personnes, les animaux ou l'environnement, les événements se déroulant sur le site (fuite d'animaux, accidents de visiteurs, incidents naturels, autres).

Le rapport d'accident ou, sur demande, le rapport d'incident, précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Sauf urgence manifeste, ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, via le téléservice développé à cet effet.

Article 6 – Implantation et aménagements

L'ensemble du site est maintenu propre. Les bâtiments et les installations sont entretenus en permanence. Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant et notamment autour des émissaires de gestion des eaux (plantations, engazonnement etc).

Article 7 – Intégration paysagère

L'installation fait l'objet d'une intégration paysagère de qualité, conformément aux éléments du dossier d'autorisation.

Lors de l'entretien des enclos ou pour la création des nouveaux, la végétation existante est préservée au maximum dans la mesure où elle contribue à la préservation d'un certain nombre d'enjeux écologiques et qu'elle participe à la qualité paysagère immédiate de l'ensemble du site. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un entretien régulier et adapté, notamment vis-à-vis de la maîtrise de la sécurité du site au regard de la présence d'animaux dangereux.

Une attention particulière est portée à la végétation présente dans les enclos et aux alentours, afin qu'elle ne porte pas atteinte à l'intégrité des clôtures, grillages et retours, ne nuise pas aux conditions de surveillance de leur état d'entretien et ne serve pas de point d'appui pour l'escalade pour des animaux.

La fréquence et les modalités d'entretien de la végétation des enclos ainsi que de l'ensemble de l'enceinte du parc zoologique font l'objet d'un protocole disponible sur le site et mis à jour régulièrement.

Article 8 – Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les différents porter à connaissance modifiant le parc,
- les plans de l'ensemble du site tenus à jour,
- le cas échéant, les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, dans le cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par l'arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux réglementant l'installation,
- tous les documents, procédures, enregistrements, résultats de vérification ou de contrôle et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA SANTÉ, AU BIEN-ÊTRE ET A LA SÉCURITÉ DES ANIMAUX ET DES PERSONNES

Article 9 – Conditions de détention – Espèces détenues

L'établissement est autorisé à détenir, élever et présenter au public toutes les espèces d'animaux d'espèces non domestiques, dont des espèces considérées comme dangereuses, reprises à l'annexe 2 du présent arrêté, sous réserve de la présence au sein de l'établissement d'au moins une personne titulaire du certificat de capacité pour les espèces concernées.

Article 10 – Certificat de capacité

L'entretien des animaux hébergés dans l'établissement est placé sous la responsabilité directe d'une personne titulaire du certificat de capacité pour les espèces détenues et les activités pratiquées.

Ce responsable prend part aux choix de la conception, contribue à la mise en œuvre et supervise le contrôle de ces activités.

Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité exercent une surveillance permanente de l'établissement dans lequel ils sont affectés aux fins de mettre en œuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L.413-3 du Code de l'environnement.

Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences des titulaires de certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congés, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel.

Article 11 – Dispositions générales applicables aux animaux

Tout animal étant un être sensible, il doit être placé dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques de son espèce.

Le nombre d'animaux en présence simultanée est toujours en rapport avec les capacités d'hébergement de l'établissement.

L'établissement respecte les dispositions fixées par l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 modifié fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère.

Conformément aux éléments présentés dans son dossier, l'exploitant dispose de matériels de capture et de maîtrise des animaux en nombre suffisant mais aussi adaptés aux espèces détenues.

Article 12 – Animaux présents – tenue des registres

Les animaux d'espèces protégées ou réglementées doivent être accompagnées des documents justifiant de leur origine licite (autorisation de capture, certificats d'origine).

Toute modification des espèces ou du nombre d'animaux fixés par cet arrêté préfectoral est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, préalablement à sa réalisation.

En cas de projet d'introduction d'une espèce non listée à l'annexe 2 du présent arrêté, une information préalable est adressée au préfet.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 8 octobre 2018 susvisé, l'établissement tient à jour un registre des entrées et des sorties des animaux d'espèces non domestiques, ainsi qu'un inventaire permanent.

Ces documents sont tenus à jour quotidiennement, à l'encre, sans blanc, ni rature, ni surcharge. Toutes les pièces permettant de justifier de la régularité des mouvements enregistrés sont annexées au registre.

Ce registre peut être tenu sous un format numérique offrant toute garantie en matière de preuve. Une édition du registre informatisé est transmise, le cas échéant par voie électronique, une fois par trimestre à la Direction départementale de la protection des populations de la Préfecture du département du lieu du siège social de l'établissement, sauf si aucun événement n'a été renseigné au cours du trimestre.

Le registre et les pièces justificatives sont conservées dans l'établissement au moins 5 années à dater de la dernière inscription.

Ces documents doivent pouvoir être présentés à toute réquisition des services de contrôle.

La SARL BIOPARC DOUÉ LA FONTAINE rédige un bilan annuel d'activités, comptabilisant le nombre d'animaux d'espèces non domestiques présentés au public et le transmet annuellement au service d'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année n+1 pour l'année n.

Article 13 – Surveillance sanitaire des animaux et soins

L'ouverture du parc n'intervient qu'après vérification de l'absence d'anomalie concernant les enclos et le comportement des animaux. Tout comportement anormal ou animal malade est signalé au responsable dès sa constatation. Les informations concernant les animaux sont consignés sur une fiche de rapport quotidien.

L'établissement tient à jour un tableau des espèces et du nombre de spécimens présents dans chaque enclos. Ces informations, regroupées par secteur, sont tenues à la disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

L'exploitant élabore et met en œuvre un dossier sanitaire présentant les modalités de surveillance sanitaire des animaux et de réalisation des soins, conformément à l'arrêté du 25 mars 2004 susvisé.

Article 14 – Espèces dangereuses

Toutes les dispositions sont prises pour assurer la sécurité du public. La séparation des animaux dangereux (Félidés, Ursidés, Canidés, Primates, Crocodiles, Rhinocérotydés, Girafidés) et du public est garantie en permanence par des dispositifs adaptés.

Un protocole spécifique d'intervention et d'accès aux enclos hébergeant des spécimens d'espèces dangereuses est élaboré et appliqué.

L'exploitant élabore et fait respecter un règlement intérieur à destination de son personnel, couvrant l'ensemble des activités de l'établissement. Ce règlement est mis à jour autant que de besoin au fur et à mesure des évolutions du parc et des incidents/accidents survenus et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Une formation spécifique du personnel à la manipulation et aux soins portés aux animaux d'espèces dangereuses est mise en place. Seul le personnel complètement formé à ces procédures travaille au contact des animaux d'espèces reconnues dangereuses.

En cas de situation extérieure le justifiant (tempêtes etc), les animaux d'espèces considérées comme dangereuses sont rentrées en bâtiments.

Clôtures et enclos

Les limites de l'établissement sont matérialisées par une clôture extérieure d'une hauteur minimum de 1,80 m, distincte de celle des enclos réservés aux animaux, de nature à éviter toute évasion ou pénétration non contrôlée d'animaux ou de personnes.

Pour les parcs d'animaux dangereux (autres que les ours à lunettes, les crocodiles, les girafes et les rhinocéros) les normes appliquées sont les suivantes :

- grillage simple torsion :
 - galvanisation de classe C ;
 - maille 80 x 80 mm ;
 - fil de diamètre 3,9 mm ;
- hauteur de 2 à 4 m suivant les espèces, et comportant ou non un renvoi métallique d'un mètre de large à 90 degrés vers l'intérieur ;
- les baies vitrées de vision pour les lions et les tigres ont une épaisseur de 20 mm (666 x 4), pour les autres félins l'épaisseur est de 12 mm (66 x 2).

Le grillage est pris au niveau du sol entre deux fers plats de 35 mm x 5mm percés et boulonnés entre eux. Deux équerres en fer en cornières boulonnées entre ces fers plats tous les 50 cm sont boulonnés dans les fondations en béton sous la clôture :

- Enclos des panthères : hauteur 4 m avec renvoi d'un mètre à 90° vers l'intérieur du parc.
- Enclos des tigres : hauteur 3,5 m avec renvoi d'un mètre à 90° vers l'intérieur du parc.
- Enclos des lions et des guépards : aménagements paysagers encaissés, cheminements touristiques aériens, hutte d'observation couverte, affûts encaissés, présence d'une piste motorisée pour la course des guépards.
- Enclos des loups à crinière : hauteur 2 m avec renvoi de 50 cm à 45° vers l'intérieur du parc.
- Enclos des loutres géantes : grillages soudés, maille soudées de 50 mm, de hauteur 2,5 m avec renvoi de 50 cm à 45° vers l'intérieur du parc.
- Parc des rhinocéros : terrassements permettant la création d'un territoire animalier africain, cheminements touristiques aériens, hutte d'observation couverte, affûts encaissés.
- Grande volière : l'ensemble de la volière est encastré dans le sol de falun creusé jusqu'à 10 m avec implantation sur un axe central de 6 poteaux d'une hauteur de 20 m. L'ensemble de la volière est recouvert d'un filet tendu à 17 m de hauteur.
- Volière africaine : volière pénétrante mixte, pour oiseaux, herbivores et primates et présence d'abris d'élevage pour ces animaux.

Les parcs ont une conception qui varie selon les espèces. Les matériaux utilisés sont les suivants :

- grillage simple torsion :
 - galvanisation de classe C ;
 - maille 80 x 80 mm ;
 - fil de diamètre 3,9 mm ;
- filet en acier inoxydable :
 - Aisi 304 ;
 - maille variable selon l'espèce
 - fil de 3mm
- grillage soudé : filet en acier inoxydable :
 - maille variable selon l'espèce

Chacun de ces moyens de contention est vérifié de manière hebdomadaire par le responsable sécurité de l'établissement. Dès l'apparition d'une dégradation des infrastructures, une action corrective est engagée.

Accès et séparation

Pour les espèces d'animaux dangereux, il est mis en place un sas d'entrée aux portes des enclos extérieurs, à savoir pour les lions, ours, tigres, panthères, loups à crinière et loutres géantes.

Pour les accès aux bâtiments intérieurs des léopards, lions, tigres, guépards, loups à crinière, rhinocéros, girafes et ours, il est mis en place un sas avec commande d'éclairage et miroir permettant une visibilité accrue avant intervention du personnel.

Les portes d'accès aux abris et enclos ainsi que les portes des rambardes de sécurité et des loges sont cadénassées avec un système de clé unique. Un protocole spécifique d'intervention est appliqué pour l'accès à ces enclos et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 15 – Espèces animales exotiques envahissantes

En complément du tableau des espèces présentées en annexe 2, le parc zoologique est autorisé à détenir les seuls effectifs suivants d'espèces exotiques envahissantes :

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Nombre de spécimens autorisés
<i>Muntiacus reevesi</i>	Muntjac de Reeves	4
<i>Threskiornis aethiopicus</i>	Ibis sacré	9

<i>Alopochen aegyptiaca</i>	Ouette d'Egypte	1
<i>Trachemys scripta elegans</i>	Tortue de Floride	Supérieur à 50 (nombre exacte non connu)

Article 16 – Formation du personnel

L'effectif du personnel de l'établissement est en permanence suffisant pour permettre la mise en œuvre des dispositions du présent arrêté. Le personnel doit disposer d'une formation ou d'une expérience suffisante à la mise en œuvre des tâches qui lui sont confiées.

Une formation spécifique sur la sécurité est suivie obligatoirement par tout le personnel de l'établissement intervenant auprès des animaux, qu'il soit permanent ou non.

Le responsable de l'établissement s'assure que l'intervention de personnes extérieures à l'établissement sur les animaux ou sur les enclos se fait dans des conditions permettant de garantir leur sécurité, celle du personnel de l'établissement et celle du public.

Un registre de formation est mis en place. Il précise, pour chaque personne, la nature de la formation, la date de réalisation et sa durée. Après chaque formation, chaque personne formée signe ce registre et se voit remettre une attestation.

Un nombre adapté d'employés du parc sont titulaires de l'attestation SST (Sauveteur Secouriste du Travail).

Article 17 – Encadrement du public

L'ouverture quotidienne de l'établissement du public se fait conformément au protocole de surveillance des animaux avant et pendant l'ouverture de l'établissement.

Le nombre de visiteurs présents simultanément dans le parc est fixé à 3 000 personnes maximum.

Le règlement intérieur à destination des visiteurs, disponible en annexe 3 du présent arrêté, précise les heures d'ouverture au public et les consignes de sécurité, il est affiché dans son intégralité, en différents points de l'établissement.

Pour les visites scolaires et des centres de vacances et de loisirs, l'exploitant s'assure du respect des prescriptions définies par le ministère en charge de l'éducation nationale. Il s'assure notamment de la surveillance de ces groupes dont la sécurité reste sous sa responsabilité.

La distribution de nourriture par les visiteurs est interdite, à l'exception des distributions organisées et contrôlées par les responsables de l'établissement.

Une signalisation appropriée, des annonces sonores et des interventions du personnel de surveillance avertissent le public de manière claire et répétée des dangers encourus.

En cas d'urgence, ces informations renseignent les visiteurs sur les consignes de sécurité et le plan de secours.

En cas de sinistre, les visiteurs se rendront vers les issues de secours appropriées en fonction de leur position dans le zoo.

Les entrées des lieux où il y a contact direct entre les animaux et le public, appelés enclos immersifs, sont clairement identifiés et matérialisés en manière à informer le public, avant leur entrée, sur la spécificité de ces enclos et des règles particulières qui s'y appliquent, notamment que l'accès des enfants à ces lieux s'effectue sous la surveillance permanente d'un adulte.

En période d'ouverture du public, un dispositif de surveillance rend possible une intervention immédiate d'un agent de l'établissement en cas d'incident.

Les animaux présentés dans les enclos immersifs n'appartiennent pas à des espèces considérées comme dangereuses. Des aménagements et des procédures spécifiques sont mis en place pour garantir la sécurité des animaux et des personnes en vue de permettre une bonne cohabitation.

Le protocole d'encadrement du public fait l'objet d'une procédure écrite à l'usage du personnel, mis à jour régulièrement et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 18 – Information du public sur la biodiversité et participation aux actions de conservation des espèces animales

Le parc zoologique présente à ses visiteurs des outils pédagogiques de divers natures, comprenant notamment des panneaux pédagogiques d'information sur chacune des espèces présentées et leurs habitats naturels, en vue de promouvoir leur éducation et leur sensibilisation à la biodiversité.

L'établissement doit promouvoir l'éducation et la sensibilisation du public en ce qui concerne la nature, la biologie des espèces et la conservation de la diversité biologique, notamment en fournissant des renseignements sur les espèces exposées et leurs habitats naturels.

Les informations délivrées au public sont présentées de manière claire et pédagogique.

L'établissement participe à la recherche, dont les résultats bénéficient à la meilleure connaissance et à la conservation des espèces et/ou à la formation pour l'acquisition de qualifications en matière de conservation et/ou à l'échange d'informations sur la conservation des espèces et/ou le cas échéant, à la reproduction en captivité, au repeuplement et à la réintroduction d'espèces dans les habitats sauvages.

À intervalles réguliers, n'excédant pas trois ans l'exploitant de l'établissement fournit au Préfet, un rapport faisant état des actions entreprises en application du présent chapitre.

Aux fins d'assurer le maintien de la qualité génétique des populations hébergées, l'établissement participe aux échanges d'animaux qui favorisent la gestion et la conservation des populations animales captives. Il contribue à cette fin aux activités des programmes nationaux, européens ou internationaux d'élevage lorsqu'ils détiennent des animaux des espèces concernées par ces programmes.

CHAPITRE 3 - PRÉVENTION DES RISQUES ACCIDENTELS

Article 19 – Prévention des risques géologiques

Les espaces souterrains et les falaises de l'enceinte du parc sont entretenues et surveillées afin d'assurer durablement la sécurité des visiteurs.

Les crêtes et les parties supérieures des falaises sont nettoyées de toutes instabilités potentielles de roches ou de végétation, les arbres de haut jet près des bords sont supprimés.

Des barrières suffisamment défensives sont installées dans les zones où se présentent des risques de chute et notamment là où le dénivelé est supérieur à 1 mètre.

Pour tous les travaux où l'intégrité de la roche est concernée (falaise, sous-sol, tunnels), il est fait appel à une société d'ingénierie géologique aux fins d'expertise.

Une expertise géologique quinquennale du site est assurée par un géo-technicien, le rapport de visite est transmis à la commission de sécurité des établissements recevant du public.

Article 20 – Prévention du risque d'incendie

En vue de prévenir le risque d'un feu, l'exploitant assure l'entretien de la végétation à l'intérieur du parc, sur les parkings et leur périphérie. Il applique la réglementation relative au débroussaillage.

En complément, un affichage est présent sur les parkings pour informer les visiteurs qu'il est interdit de fumer et de réaliser des barbecues.

Les installations sont conçues de telle manière que le feu ne puisse se propager trop rapidement et trop facilement. Un entretien quotidien de la végétation (ratissage élagage) permet aux allées, aux anciennes carrières et aux rubans d'eau d'assurer un rôle pare-feu.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Installations électriques :

Elles doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Elles font l'objet d'un contrôle annuel par une personne compétente conformément à l'article 66 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

- Moyens de lutte contre l'incendie :

La défense extérieure contre l'incendie est complétée par un poteau d'incendie de 100 mm de diamètre (norme NFS 61.213) raccordé sur une canalisation assurant un débit de 1 000 L par minute, sous une pression dynamique de 1 bar et implanté à proximité de la sortie de secours N° 5.

Cet appareil est situé en bordure de la voie ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci et réceptionné par l'installateur dès sa mise en eau.

La défense contre l'incendie est assurée par 2 réserves : Le bassin île des atèles marimonda et le bassin île des gibbons siamangs. Ces bassins disposent d'un minimum combiné de 120 m³. Ils sont réceptionnés par le SDIS et identifiées par un panneau sur le site.

Un plan de positionnement de ces points d'eau faisant apparaître une distance de moins de 200 mètres entre ces points et les bâtiments, via les chemins accessibles aux secours, est tenu à la disposition du service départemental d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Parallèlement, des extincteurs en nombre et qualité adaptée aux risques, sont judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles.

Un exercice incendie est réalisé, avec les services de secours, dans l'année suivant la signature du présent arrêté, puis renouvelé régulièrement.

Article 21 – Plan de secours et d'intervention

L'exploitant élabore un plan de secours et de soins médicaux d'urgence. Ce plan est élaboré sur la base de scénarii suivants :

- de problème de santé d'un ou plusieurs clients,
- d'incendie,
- d'évènement météorologique,
- d'évasion d'un animal de son enclos, voire de l'enceinte du parc zoologique, en précisant les dispositions spécifiques lorsqu'il s'agit d'un animal dangereux,
- d'évènement de type intrusion ou terrorisme.

Pour chaque scénario, le plan de secours fixe de façon précise :

- les moyens et les procédures à mettre en œuvre ainsi que les missions et responsabilités des personnes travaillant dans l'établissement.
- les consignes à suivre pour les personnels qui seraient impliqués dans ces situations ou qui auraient à les subir,
- les issues devant être empruntées pour quitter l'établissement avec les modalités de balisage des issues de secours,
- les modalités d'alerte des services de secours ou de toute autre personne extérieure dont le concours est nécessaire,
- les procédures de protection ou d'évacuation des visiteurs.

Le plan d'évacuation des visiteurs, approuvé par la commission de sécurité des établissements ouverts au public, détermine le nombre et l'emplacement des locaux de secours, les circuits d'évacuation et les issues de secours.

Le plan de secours est porté à la connaissance du personnel de l'établissement, qui est régulièrement formé à son application, en particulier en cas de mise à jour.

Chaque mise à jour fait l'objet d'une communication au maire de la DOUÉ-EN-ANJOU, au préfet de Maine-et-Loire et aux services de secours pouvant être amenés à intervenir au sein du parc.

Soins d'urgence :

Trois locaux de secours sont disponibles au sein du parc, le long du parcours de visite et permettent de réaliser les premiers soins aux victimes. Ces locaux disposent de brancard, couverture de survie, table d'examen, chaises, eau et trousse d'urgence.

D'autres bâtiments sont réquisitionnés si besoin dans le plan de secours et identifiés comme étant des zones refuges : le restaurant camp des girafes et le bâtiment d'accueil.

Article 22 - Moyen de communication et alerte

Le personnel de surveillance est muni en permanence de moyens de communication interne et si nécessaire, de moyens d'éclairage autonomes, avec station de base située à l'accueil, réseau téléphonique et postes mobiles répartis suivant les modes de surveillance.

Le surveillant donne l'alarme par téléphone ou talkie-walkie aux responsables présents qui préviennent le responsable de l'accueil. Ce dernier donne l'alerte dès réception du message en prévenant les secours, pompiers et gendarmes et informe le public par des annonces sonores des mesures de sécurité et d'évacuation mises en œuvre.

Article 23 - Fuite d'animaux dangereux

Un protocole d'urgence en cas de fuite d'animaux dangereux est disponible sur le site, régulièrement mis à jour et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Les animaux sont inscrits dans l'une des trois catégories avec les implications suivantes :

- **Catégorie A** : Abattage si besoin (Tigres, Lions, Léopards)
- **Catégorie B** : Capture avec système d'abattage mis en place en cas de nécessité (Guépards, Loups à crinière, loutres géantes, Girafes, Rhinocéros)
- **Catégorie C** : Capture (Primates, grues, vautours, gazelles).

Pour les trois catégories, le personnel doit être formé et habilité à suivre les protocoles définis et à utiliser les systèmes de rentrée et de sortie des animaux.

En cas de fuite d'un animal, l'établissement prévient aussitôt la Gendarmerie de DOUÉ EN ANJOU, puis la direction départementale de la protection des populations.

CHAPITRE 4 - PROTECTION ET CADRE DE VIE- NIVEAU DE BRUIT

Article 24 – Niveaux limites de bruit en limites d'installation

Conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé, lorsque l'établissement est en fonctionnement, son niveau de bruit en limite de propriété ne dépasse pas 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon telles que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement répondent aux normes de la réglementation en vigueur.

L'usage de tous les appareils de communication par voie acoustique (sirènes, bandes sonores, avertisseurs) est fait avec mesure sans produire de nuisances gênantes pour le voisinage et est réservé essentiellement à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 25 – Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est réalisée au frais de l'exploitant dans les 6 mois après la mise en service des nouvelles installations devant accueillir les tigres et les panthères, puis tous les 5 ans.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Les études sonores précisent :

- les zones à émergences réglementaires (ZER) autour de l'établissement,
- les niveaux de bruits en limite de propriété,
- les niveaux d'émergence en ZER,
- si l'établissement est à l'origine de bruits à tonalité marquée au sens de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

Les niveaux sonores n'excèdent pas, du fait de l'établissement les valeurs ci-dessous :

Périodes et niveaux sonores limites admissibles	Période de jour de 7h00 à 22h00 (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit de 22h00 à 7h00 (ainsi que dimanches et jours fériés)
Tous points en limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

Article 26 – Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores de l'établissement n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 27 – Enregistrement des plaintes

L'exploitant enregistre les plaintes qui lui parviendraient dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 5 – PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 28 – Prélèvements et consommation d'eau

Article 28-1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Identification		Prélèvement maximal annuel (m ³ /an)
Réseau public d'adduction	Commune du réseau : DOUÉ-EN-ANJOU	4 nombre de points de livraisons répartis dans le parc	1700
Eau de forage	Puits « Girafes »		46277
	Puits « Lions »		0
	Puits « Aras »		330
	Puits « Élevage conservatoire »		37
	Forage « Oryctéropes et Calaos »		815
TOTAL eau du réseau : 1 700 m ³ /an			
TOTAL eau de forage : 47 459 m ³ /an			

L'établissement est raccordé au réseau d'eau public.

Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du Code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R.214-1 du Code de l'environnement.

Tout forage, puits, ouvrage souterrain abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution.

Le déclarant communique au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage.

L'alimentation en eau potable du réseau public est destinée à la consommation humaine, aux usages domestiques (sanitaires du restaurant et des habitations) et à l'abreuvement des animaux.

Les eaux de forage brutes non traitées sont destinées à l'abreuvement des animaux, le nettoyage (installations animales), l'arrosage de la végétation, le remplissage des bassins et la défense incendie.

Article 28-2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvements d'eaux

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel et le réseau communal sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur sur chaque circuit d'alimentation.

Un dispositif de disconnexion répondant aux réglementations en vigueur est installé sur le circuit général d'alimentation en aval du compteur, pour protéger le réseau public de toute contamination accidentelle.

Le réseau de distribution d'eau de forage est distinct du réseau d'eau potable public. Un plan des réseaux d'eau est disponible sur le site et régulièrement mis à jour. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'ensemble des ouvrages et installations fait l'objet d'une maintenance régulière par une personne ou un organisme compétent, dont les interventions sont enregistrées et disponibles sur l'installation.

Article 28-3 Dispositions spécifiques liées aux nécessaires économies en matière de consommation d'eau

L'exploitant met en place les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic détaillé des différents prélèvements d'eau et de leur incidence sur la ressource :

- des différents prélèvements d'eau ;
- des différents types de consommation de ces prélèvements ;
- des dispositifs de surveillance ;
- des mesures à mettre en œuvre face à un risque de pénurie.

Ce diagnostic a pour objectif de définir les actions spécifiques à mettre en œuvre afin de réduire les prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution, que ces actions soient pérennes ou appliquées en cas de situation hydrologique critique.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter la consommation en eau et les fuites.

La consommation d'eau fait l'objet d'enregistrement afin de vérifier que le niveau de consommation soit reconnu performant. Des relevés mensuels sont effectués sur chaque compteur dans le cadre du Système de Management Environnemental ISO 14 001 mis en place au sein du Bioparc.

Article 29 – Conception et gestion des réseaux/points de rejet

Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'eaux/effluents suivants :

- les eaux pluviales ;
- les eaux usées sanitaires liées à l'utilisation humaine ;
- les effluents issus du lavage des bâtiments animaliers.

L'exploitant établit et tient à jour un plan faisant apparaître :

- les forages et les différents points de livraison de l'eau d'adduction publique,
- les réseaux d'eau potable,
- les réseaux d'eaux de forages,
- les réseaux de collecte et d'évacuation des eaux résiduaires.

Ce plan est tenu à jour et à la disposition des inspecteurs des installations classées sur le site.

Gestion des eaux de pluie

L'eau de pluie s'infiltre naturellement dans les sols des enclos et des parkings. Elles sont collectées et envoyées vers les parties végétalisées en ce qui concerne les gîtes.

En cas de forte pluie, cinq puisards constitués de couches de gravier, de profondeur variable (0,8 m à 1,10 m), d'une couche géotextile à 10 cm, recouvert de sable coquiller (falun), collectent les eaux

de pluie ruisselant sur les aires bétonnées et lors des précipitations abondantes. Ils sont positionnés sur un plan mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Aux abords des affleurements de la nappe phréatique, toutes les précautions sont prises pour éviter le rejet direct des eaux de pluie, susceptibles d'être souillées, dans la nappe.

L'eau entourant les îles circule en circuit fermé et ne peut s'infiltrer dans le sol du fait de l'isolation par des bâches maintenues étanches.

Traitement des eaux usées

Le circuit d'évacuation des eaux est de type séparatif.

Les eaux usées générées par l'activité de l'établissement sont collectées et envoyées au réseau d'assainissement communal de DOUÉ-EN-ANJOU. Les rejets doivent être compatibles avec les capacités de traitement de la station d'épuration située en aval et ne doivent pas générer de perturbation de celle-ci.

Une convention autorisant et encadrant le rejet des eaux usées dans le réseau communal est signée avec la collectivité concernée dans les 6 mois suivants la signature du présent arrêté. Dès sa signature, elle est transmise au service d'inspection des installations classées.

Article 30 – Stockage de carburants et rétentions

Une citerne à double paroi enterrée permettant le stockage de 3 000 L de fioul pour l'alimentation de la chaudière du « snack Calao » est présente sur le site.

Une cuve à gazole non routier de 800 L permet l'alimentation des engins de manutention. Cette cuve est équipée d'une double paroi.

Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

L'exploitant veille au bon état des rétentions.

Article 31 – Gestion des déchets

Tous les déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont éliminés ou valorisés selon les dispositions suivantes :

- Cartons, papiers, verres, emballages et films plastiques : tri sélectif sur site et collecte vers le centre habituel de valorisation
- Biodéchets (déchets de cuisine et de table, tonte entretien des espaces verts...) : compostage vers une entreprise spécialisée ;
- Ordures ménagères (fraction résiduelle issue des habitations et gîtes du Bioparc) : Les déchets banals et de tri sont pris en charge par le service communal ;
- Cadavres d'animaux : service d'équarrissage avec ou sans stockage temporaire dans un congélateur dans l'attente de leur enlèvement

- Déjections animales, fumier : stockage dans deux bennes étanches de 25 m³ chacune, mises à disposition par l'unité de méthanisation SAS DOUÉ MÉTHA. Tous les fumiers sont transférés à flux tendu vers la filière de méthanisation.

L'établissement dispose d'équipements spécifiques permettant la conservation au froid des cadavres d'animaux avant leur élimination dans des filières adaptées. Les déchets d'origine animale telles que les cadavres d'animaux, les déchets carnés sont enlevés une fois par mois par une société d'équarrissage.

Les déchets végétaux issus de la taille sont soit distribués aux animaux herbivores, soit broyés une fois par an pour compostage. Ce volume est ensuite revalorisé en intégralité comme paillage dans les massifs plantés du Bioparc.

Les déchets de l'exploitation sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution ou de nuisances. Ils sont éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

CHAPITRE 6- DISPOSITIONS FINALES

Article 32 – Affichage de l'autorisation d'ouverture d'établissement

Un exemplaire du présent arrêté est affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement par le responsable de l'établissement.

Article 33

Les prescriptions du présent arrêté **se substituent** à celles de l'arrêté préfectoral DIDD-2011-n° 353 du 8 juillet 2011 et **abrogent** les arrêtés DIDD-2012-n° 368 du 20 novembre 2012, DIDD-2016-n° 331 du 26 juillet 2016 et DIDD-2018-n° 306 du 14 novembre 2018, portant autorisation d'ouverture d'un établissement de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques.

Article 34 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de DOUÉ-EN-ANJOU et peut y être consultée,
- un extrait de cet arrêté est affiché à ladite mairie pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire de DOUÉ LA FONTAINE et envoyé à la Préfecture.
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Maine-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 35 – Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée auprès de la juridiction administrative compétente, à savoir le Tribunal administratif de Nantes, dans les délais suivants :

- par l'exploitant de l'établissement, dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie dans les conditions prévues par l'article R.181-44 de ce même code.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours Citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 36 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture, le Sous-préfet de SAUMUR, le Maire de DOUÉ-EN-ANJOU, les Inspecteurs des installations classées et la Colonelle commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté établi en deux exemplaires originaux.

Angers, le 17 AVR. 2026

Pour le préfet et par délégation,
le Secrétaire général de la Préfecture

Raymond YEDDOU



ANNEXE 1a - Plan topographique

Commune de DOUÉ EN ANJOU
Commune déléguée de Doué-la-Fontaine
Bretagne

PLAN TOPOGRAPHIQUE GLOBAL
+ Projet volume courbes asphaltées

Parcelle 1

INITIO
CONSEIL
STRATÉGIQUES

Projet de loi n° 1053 du 10/10/2017
Décret n° 1053 du 10/10/2017
Décret n° 1053 du 10/10/2017

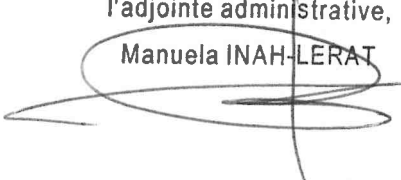
Légende

- Parcelle 1
- Parcelle 2
- Parcelle 3
- Parcelle 4
- Parcelle 5
- Parcelle 6
- Parcelle 7
- Parcelle 8
- Parcelle 9
- Parcelle 10
- Parcelle 11
- Parcelle 12
- Parcelle 13
- Parcelle 14
- Parcelle 15
- Parcelle 16
- Parcelle 17
- Parcelle 18
- Parcelle 19
- Parcelle 20
- Parcelle 21
- Parcelle 22
- Parcelle 23
- Parcelle 24
- Parcelle 25
- Parcelle 26
- Parcelle 27
- Parcelle 28
- Parcelle 29
- Parcelle 30
- Parcelle 31
- Parcelle 32
- Parcelle 33
- Parcelle 34
- Parcelle 35
- Parcelle 36
- Parcelle 37
- Parcelle 38
- Parcelle 39
- Parcelle 40
- Parcelle 41
- Parcelle 42
- Parcelle 43
- Parcelle 44
- Parcelle 45
- Parcelle 46
- Parcelle 47
- Parcelle 48
- Parcelle 49
- Parcelle 50
- Parcelle 51
- Parcelle 52
- Parcelle 53
- Parcelle 54
- Parcelle 55
- Parcelle 56
- Parcelle 57
- Parcelle 58
- Parcelle 59
- Parcelle 60
- Parcelle 61
- Parcelle 62
- Parcelle 63
- Parcelle 64
- Parcelle 65
- Parcelle 66
- Parcelle 67
- Parcelle 68
- Parcelle 69
- Parcelle 70
- Parcelle 71
- Parcelle 72
- Parcelle 73
- Parcelle 74
- Parcelle 75
- Parcelle 76
- Parcelle 77
- Parcelle 78
- Parcelle 79
- Parcelle 80
- Parcelle 81
- Parcelle 82
- Parcelle 83
- Parcelle 84
- Parcelle 85
- Parcelle 86
- Parcelle 87
- Parcelle 88
- Parcelle 89
- Parcelle 90
- Parcelle 91
- Parcelle 92
- Parcelle 93
- Parcelle 94
- Parcelle 95
- Parcelle 96
- Parcelle 97
- Parcelle 98
- Parcelle 99
- Parcelle 100

POSITION DES BÂTIMENTS EXISTANTS ET PROJ.

Vu pour être annexé
à DCPPT-2026-n°336
en date du 17/04/26
ANGERS, le 17/04/26
Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
l'adjointe administrative,
Manuela INAH-LERAT



PLAN D'INTERVENTION AVEC PROJECTION DE L'EXTENSION

Tél: 02.41.59.28.84



Vu pour être annexé
à DCEPAT-2026-n°336
en date du 17/04/26
ANGERS, le 17/04/26
Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
l'adjointe administrative,

Manuela INAH-LERAT

Annexe 2 - Liste des espèces BIOPARC

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Male	Femelle	sexe indéterminé	nombre total d'individus
Graptemys pseudogeographica	Graptemys Pseudogeographica	1	0	1	2
Trachemys	Trachemys	0	0	1	1
Geochelone radiata	Tortue radiée	6	2	32	40
Geochelone gigantea	Tortue géante des Seychelles	1	16	4	21
Geochelone pardalis	Tortue léopard	4	1	0	5
Testudo hermanni	Tortue d'Hermann	3	28	4	35
Centrochelys sulcata	Tortue sillonnée	4	8	7	19
Pelomedusa subrufa	Pelomedusa subrufa	0	0	1	1
Python regius	Python royal	1	5	0	6
Eunectes murinus	Anaconda vert	2	0	0	2
Pantherophis guttatus	Serpent des blés	1	2	1	4
Osteolaemus tetraspis	Crocodile à front large	1	1	0	2
Pipile cumanensis	Pénélope à gorge bleue	1	2	0	3
Numida meleagris	Pintade de Numidie	0	0	3	3
Guttera pucherani	Pintade huppée	3	0	0	3
Acryllium vulturinum	Pintade vulturine	1	3	0	4
Pternistis leucoscepus	Francolin à cou jaune	1	1	0	2
Dendrocygna bicolor	Dendrocygne fauve	6	2	0	8
Dendrocygna viduata	Dendrocygne veuf	3	2	0	5
Anas flavirostris	Sarcelle à bec jaune	1	0	12	13
Callonetta leucophrys	Sarcelle à collier	1	0	5	6
Chloephaga rubidiceps	Ouette à tête rousse	1	0	0	1
Sarkidiornis melanotos	Canard à bosse	1	1	0	2
Mareca sibilatrix	Canard siffleur du Chili	6	4	10	20
Spatula puna	Sarcelle Puna	2	5	2	9
Phoenicopiterus chilensis	Flamant du Chili	52	59	5	116
Treron waalia	Pigeon tréron	2	0	0	2
Turtur chalcospilos	Tourterelle émeraude	1	1	0	2
Spilopelia senegalensis	Tourterelle maillée du Sénégal	5	4	28	37
Tauraco livingstonii	Touraco de Livingstone	1	0	0	1
Corythaeola cristata	Touraco géant	0	1	0	1
Balearica regulorum	Grue royale	1	1	0	2
Anthropoides virgo	Grue demoiselle	1	1	1	3
Spheniscus humboldti	Manchot de Humboldt	26	25	0	51
Mycteria ibis	Ibis tantale	5	6	0	11
Anastomus lamelligerus	Bec-ouvert africain	1	2	0	3
Ciconia nigra	Cigogne noire	1	0	0	1
Ciconia abdimii	Cigogne d'Abdim	8	6	0	14
Eudocimus ruber	Ibis rouge	38	31	5	74
Plegadis falcinellus	Ibis falcinelle	15	10	0	25
Plegadis ridgwayi	Ibis de Ridgway	3	9	3	15
Theristicus melanopis	Ibis à face noire	26	12	0	38
Bostrychia hagedash	Ibis hagedash	5	5	0	10
Geronticus eremita	Ibis chauve	15	18	0	33
Threskiornis aethiopicus	Ibis sacré	7	0	0	7
Platalea leucorodia	Spatule blanche	4	5	1	10
Ardea goliath	Héron goliath	1	1	0	2
Bubulcus ibis	Héron garde-bœuf	4	0	0	4
Cochlearius cochlearius	Savacou huppé	6	6	5	17

Scopus umbretta	Ombrette africaine	25	12	0	37
Burhinus oedicnemus	Oedicnème criard	0	1	0	1
Leucophaeus modestus	Goéland gris	2	2	0	4
Larosterna inca	Sterne inca	6	6	0	12
Cathartes aura	Vautour à tête rouge	2	2	2	6
Aegypius monachus	Vautour moine	3	3	0	6
Gyps fulvus	Vautour fauve	10	5	0	15
Necrosyrtes monachus	Vautour à capuchon	2	1	0	3
Neophron percnopterus	Vautour perconoptère	1	2	0	3
Bucorvus leadbeateri	Calao terrestre	2	1	0	3
Upupa epops	Huppe fasciée	1	1	0	2
Phoeniculus purpureus	Irrisor moqueur	1	1	0	2
Coracias cyanogaster	Rollier à ventre bleu	1	1	0	2
Merops apiaster	Guêpier d'Europe	8	9	0	17
Pogonornis dubius	Barbican à poitrine rouge	0	1	0	1
Agapornis nigrigenis	Inséparable à joues noires	16	9	31	56
Psittacus erithacus	Gris du Gabon	1	1	0	2
Anodorhynchus hyacinthinus	Ara hyacinthe	3	0	0	3
Ara chloropterus	Ara chloroptère	3	6	0	9
Ara rubrogenys	Ara de Lafresnaye	23	15	1	39
Cyanoliseus patagonus	Perriuche de Patagonie	11	7	0	18
Amazona aestiva	Amazone à front bleu	2	0	0	2
Psittacara mitratus	Conure mitrée	41	59	1	101
Lamprolornis superbus	Spréo superbe	4	6	0	10
Cossypha niveicapilla	Cossyphie à calotte neigeuse	1	1	0	2
Dinemellia dinemelli	Alecto à tête blanche	1	0	0	1
Ploceus cucullatus	Tisserin gendarme	40	35	14	89
Orycteropus afer	Oryctérope	1	2	0	3
Procavia capensis	Daman des rochers	1	3	0	4
Euphractus sexcinctus	Tatou à six bandes	1	1	0	2
Varecia rubra	Vari roux	3	3	0	6
Varecia variegata	Vari à ceinture	2	2	0	4
Leontopithecus rosalia	Tamarin-lion	1	1	0	2
Saguinus oedipus	Tamarin pinché	2	0	0	2
Saimiri boliviensis	Saimiri à tête noire	5	11	0	16
Pithecia pithecia	Saki à face blanche	2	0	0	2
Ateles fusciceps	Atèle noir	1	6	0	7
Ateles hybridus	Atèle marimonda	3	4	0	7
Cercopithecus hamlyni	Cercopithèque de Hamlyn	1	1	0	2
Cercopithecus rolaway	Cercopithèque de Roloway	0	2	0	2
Nomascus gabriellae	Gibbon à favoris roux	1	1	0	2
Hylobates syndactylus	Gibbon siamang	1	1	0	2
Spermophilus citellus	Souslik d'Europe	5	10	26	41
Hystrix africae australis	Porc-épic du Cap	2	3	0	5
Cavia porcellus	Cochon d'Inde	0	0	90	90
Pteropus lylei	Roussette de Lyle	56	78	4	138
Acinonyx jubatus	Guépard	0	5	0	5
Panthera leo	Lion	3	5	0	8
Panthera pardus kotiya	Panthère du Sri Lanka				
Panthera pardus melas	Panthère de Java	1	1	0	2

<i>Panthera tigris sumatrae</i>	Tigre de Sumatra	1	1	0	2
<i>Panthera uncia</i>	Patnhère des neiges	2	2	0	4
<i>Helogale parvula</i>	Mangouste naine	12	5	13	30
<i>Suricata suricatta</i>	Suricate	2	1	0	3
<i>Chrysocyon brachyurus</i>	Loupà crinière	1	1	0	2
<i>Otocyon megalotis</i>	Otocyon	1	1	0	2
<i>Tremarctos ornatus</i>	Ours à lunettes	0	2	0	2
<i>Pteronura brasiliensis</i>	Loutre géante	1	1	0	2
<i>Ailurus fulgens</i>	Panda roux	1	1	0	2
<i>Equus grevyi</i>	Zèbre de Grevy	0	2	0	2
<i>Diceros bicornis</i>	Rhinocéros noir	0	2	0	2
<i>Choeropsis liberiensis</i>	Hippopotame pygmée	1	1	0	2
<i>Muntiacus reevesi</i>	Muntjac de Reeves	0	1	0	1
<i>Giraffa camelopardalis</i>	Girafe	3	7	0	10
<i>Okapia johnstoni</i>	Okapi	1	0	0	1
<i>Madoqua kirkii</i>	Dik-dik de Kirk	1	1	0	2
<i>Nanger dama mhor</i>	Gazelle de Mhor	1	5	1	7
<i>Capra falconeri</i>	Markhor	2	4	0	6
<i>Capra hircus</i>	Chèvre naine	4	3	0	7
<i>Ovis aries</i>	Mouton du Cameroun	2	3	0	5
Copyright, Species360, 2026. All rights reserved.					

Vu pour être annexé
à DOPPAT 2026-n°336
en date du 17/04/26
ANGERS, le 17/04/26
Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

l'adjointe administrative,

Manuela INAH-LERAT



RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE VISITE

Le présent règlement a pour objet de fixer les conditions d'utilisation du Bioparc par les visiteurs.
Ce règlement s'applique sur l'ensemble du site du Bioparc : dont le parcours de visite, les lieux et bâtiments ouverts au public et le parking.

1- Périodes et heures d'ouverture

Début février au 31 mars de 10h à 18h

Du 1^{er} avril au 30 septembre de 9h à 19h (19h30 en juillet et août)

Du 1^{er} octobre à la fermeture (début novembre) de 10h à 18h30 (17h30 au passage à l'heure d'hiver)

Pendant les vacances de Noël de 11h à 16h (parc fermé le 25/12 et le 01/01)

2- Comportement général

Une tenue décente et une attitude respectueuse des autres visiteurs et du site sont exigées.

Les prises de vue photographiques et cinématographiques à caractère professionnel et/ou commercial doivent faire l'objet d'une autorisation préalable.

Le pique-nique est interdit à l'intérieur du parc : une aire est prévue à cet effet sur le parking.

Il est interdit :

- de consommer de l'alcool en dehors des points de restauration. L'accès au Bioparc est interdit à toute personne en état d'ébriété. L'introduction d'alcool dans l'enceinte du Bioparc est interdite ;
- de fumer à l'intérieur des bâtiments fermés (vivarium, restaurant, roussettes...), ainsi que dans les tunnels et les enclos pénétrants ;
- de dégrader les constructions, les clôtures, la signalétique ;
- d'introduire des armes ou des objets dangereux pouvant effrayer ou blesser les animaux et d'autres visiteurs ;
- d'utiliser des postes de radio ou d'autres instruments sonores ;
- de marcher pieds nus ;
- d'introduire des animaux étrangers à l'établissement ;
- de cracher ;
- de circuler dans les allées autrement qu'à pied, à l'exception des poussettes pour enfants et des fauteuils roulants ;
- de jouer au ballon, aux boules ou à tout autre jeu ;
- de distribuer de la publicité dans l'enceinte du Bioparc et sur le parking.

3- Animaux

Les visiteurs sont priés de ne pas troubler la tranquillité des animaux du Bioparc et de la faune autochtone.

Les animaux présentés au Bioparc peuvent représenter un danger : les visiteurs ne doivent pas franchir les clôtures et rambardes de sécurité, quitter les allées, monter sur les rochers, ni accéder à tout espace non-ouvert à la visite.

Ils doivent aussi respecter les consignes éventuellement affichées face aux enclos.

Les visiteurs sont priés de ne pas nourrir les animaux avec toute autre nourriture que le bambou aux girafes distribués par un animateur.

4- Environnement

Les visiteurs sont priés de respecter la végétation (ne pas arracher de branches/fleurs, ne pas grimper aux arbres).

Les détritiques doivent être déposés dans les poubelles prévues à cet effet.

5- Groupes

Les visites organisées sont acceptées avec accord préalable de la direction.

Pour les scolaires et centres de loisirs, l'accompagnement des enfants est obligatoire, en se conformant aux effectifs de personnel d'encadrement définis par les institutions de tutelle.

6- Sécurité et évacuation

Les visiteurs sont tenus de respecter les panneaux fixant les consignes de sécurité.

En cas de danger ou d'accident, les visiteurs doivent suivre les consignes diffusées par les haut-parleurs dans le parc, se laisser guider par le personnel, ou suivre les panneaux indiquant les issues de secours.

7- Responsabilité

Les mineurs doivent être tenus sous la surveillance d'un adulte qui en a la charge.

Le Bioparc décline toute responsabilité pour la perte ou le vol de biens appartenant aux visiteurs.

Le Bioparc décline toute responsabilité vis-à-vis d'accidents, dégradations ou vol de véhicules stationnés sur le parking.

Les visiteurs sont responsables de tout dommage ou dégradation qu'ils pourraient causer sur les biens du Bioparc.

En cas de non-respect par le public des dispositions du présent règlement ou du plan de secours, il sera fait appel aux agents de la force publique pour expulser les contrevenants si ces derniers refusent de quitter volontairement l'établissement.

Vu pour être annexé
à DCLPAT 2026-n°336
en date du 17/04/26
ANGERS, le 17/04/26
Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

l'adjointe administrative,

Manuela INAH-LERAT

